



LA JOURNÉE PME DU PS

Samedi 27 juin 2009 au Musée Social -5, rue Las Cases 75 007 Paris

Suite au colloque de janvier à l'Assemblée nationale sur les PME et la crise, au séminaire de mars sur les grandes entreprises, le but de cette journée sera, par une série d'auditions et de débats, de réfléchir à la sortie de crise et à nos propositions pour les PME, l'artisanat et le commerce de proximité.

Inscription obligatoire : cherif.ba@parti-socialiste.fr-Tel: 01 45 56 78 86

9h00 ■ Ouverture de la journée PME

9h20 ■ **introduction par Pierre-Alain Weill - Chargé des PME et TPE au parti socialiste**

9h30 ■ **Nouvelles formes d'organisation des PME et démocratie sociale**

Débat animé par Vincent Guibert, spécialiste en organisation et en informatique décisionnelle. Il est l'auteur de « Comment manager ».

11h00 ■ **Innovation et Formation**

Débat animé par Rémi Benayoun – Chef d'entreprise de formation ; élu PS de Villemomble

2

12h45-14h ■ **Pause déjeuner**

14h15 - développement et export

Débat animé par Laurent Blaizac –secrétaire adjoint du GSE PME/ Commerces spécialiste du financement et de la transmission des pme.

15h30 ■ **Faire coexister les différentes formes de commerces**

Débat animé par Francis Palombi, responsable d'un groupe d'achat pour commerces de chaussures et membre du GSE PME/commerces.

16h30 ■ **Conclusion par Guillaume Bachelay, secrétaire national à la politique industrielle, aux entreprises et aux NTIC.**

agenda du parti

Mercredi 13 mai

Paris, meeting national pour les élections européennes

Mardi 19 mai

Marseille, meeting national pour les élections européennes

Mercredi 27 mai

Rézé, meeting national pour les élections européennes

Jeudi 4 juin

Lille, meeting national pour les élections européennes



Depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, la France subit un terrible recul des libertés. Ce livre élaboré par le Parti socialiste décrypte les multiples remises en cause des droits individuels et collectifs. De ADN à Zones d'attente, il dresse, en 189 mots clés, un état des lieux des atteintes aux libertés publiques orchestrées par Nicolas Sarkozy depuis mai 2007. Défendre les fondements du pacte républicain est un devoir. Cet ouvrage constitue une première contribution à ce travail.

Prix : 5 € l'exemplaire. Renseignements au 01 45 56 78 15

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Gil (76.20), Fanny Costes (76.32). • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Félix (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfe Communications. Ce numéro a été tiré à 203 000 exemplaires.

Deux ans, un échec sidérant



Benoît Hamon,
Porte-parole du parti
socialiste

Cela fait deux ans que Nicolas Sarkozy est président de la République. On pourrait s'arrêter sur son style et sa méthode. Les critiques seraient abondantes. Mais l'essentiel est ailleurs. Derrière la communication tous azimuts se cache un échec sidérant.

Échec sur le pouvoir d'achat, échec sur l'emploi, échec sur la sécurité. Pas besoin d'être antisarkozyste pour constater froidement que les deux premières années de la politique du nouveau locataire de l'Élysée sont marquées par l'échec et le mensonge. C'est l'absence de résultats qui frappe. Et pour un Président qui voulait réhabiliter les notions de mérite et de responsabilité, observons que le bienheureux s'abstient d'appliquer à lui-même les principes qu'il veut imposer à tous les autres.

La crise financière a sans doute incliné davantage la pente. Mais la France était entrée en crise avant même que ne résonnent les premiers échos du krach des « subprimes » dont Nicolas Sarkozy vantait encore les mérites, il y a deux ans, lors de sa campagne présidentielle.

Les politiques néolibérales, conservatrices et autoritaires mises en œuvre par Nicolas Sarkozy ont provoqué un recul sans précédent de la qualité de la vie et de la confiance en l'avenir en France. Les inégalités ont progressé comme jamais. La précarité et la pauvreté aussi. Les services publics disparaissent. Les droits individuels et collectifs reculent. La violence se diffuse. Il fait aujourd'hui objectivement moins bon vivre en France. Et cela, les Français le doivent d'abord à la politique de Sarkozy et à son incroyable vanité dans l'échec.

La France se mure par le recul des libertés. La France se divise par la perte des solidarités. La France se perd dans les atteintes répétées à la laïcité. La France mérite mieux. Bien mieux. Aux socialistes, à nous, la responsabilité de faire du 7 juin prochain une étape de la reconquête !

■ sommaire

Actualités France

Hôpital public en danger : « Un texte qui brade la spécificité du service public »	p.6
À Saint-Etienne, CHU en fin de vie	p.8

Deux ans de Nicolas Sarkozy

Bilan d'un échec	p.10
Interview de Éric Heyer : « Nicolas Sarkozy est arrivé à l'Élysée avec des idées reçues »	p.14

Élections européennes

Île-de-France : les défis de l'avenir	p.16
Harlem Désir : « Proposer une véritable alternative »	p.18

En meeting : « À Strasbourg, dont le cœur bat au rythme de l'Europe »	p.19
---	------

Territoires face à la crise

Toulouse : le Capitole ne capitule pas	p.20
--	------

Vie du Parti

Immigration : interview de Sandrine Mazetier	p.22
--	------

Histoire

Il y a vingt ans, Tienanmen	p.24
-----------------------------	------

L'invité

Frédéric Engelmann	p.28
--------------------	------

Le chiffre

Selon une information dévoilée par le quotidien *Libération* du 4 mai, 21 747 dossiers de surendettement ont été déposés en mars à la Banque de France. Un niveau qui n'avait jamais été atteint jusqu'alors. Comparés à mars 2008, les chiffres sont en hausse de 30%.

21 747

Emploi**Les intérimaires éjectables**

Entre décembre 2007 et décembre 2008, le nombre de travailleurs en intérim a chuté de 21,2%. Soit plus de 139 000 postes supprimés. En situation précaire, ils sont la première variable d'ajustement pour les entreprises en difficulté. Sans surprise, la baisse la plus importante (33%) a été constatée dans l'industrie.

4

Prisons**Le ras-le-bol des gardiens**

Dix suicides de surveillants de prison depuis le début de l'année. Les conditions de travail des gardiens dans les établissements pénitenciers français ne cessent de se dégrader. En cause la surpopulation qui nuit à la fois aux détenus mais aussi aux surveillants, crée des tensions et favorise les agressions. Rapelons que la France compte



63 351 détenus pour 52 000 places. Depuis le 4 mai, la profession a décidé de hausser le ton. Si elle ne peut pas faire grève, elle a bloqué 120 des 194 établissements français pour demander, notamment, des effectifs supplémentaires. Les gardiens de prison sont particulièrement remontés contre la ministre de la Justice, Rachida Dati, dont le projet de loi pénitentiaire, déjà caduc, traîne toujours à l'Assemblée nationale.

**Bouclier fiscal
L'autre mensonge de Sarkozy**

Le bouclier fiscal à 50% ? « Les Allemands y sont tellement attachés qu'ils l'ont inscrit dans la Constitution », déclarait fièrement le chef de l'État français, le 24 mars, à Saint-Quentin. Mensonge, révèle *Le Monde* du 30 avril. La cour constitutionnelle de Karlsruhe a certes donné gain de cause en juin 1995 à un contribuable qui estimait illégal le fait d'avoir une imposition supérieure à 50%. Mais les juges visaient le patrimoine et non les revenus. De plus, cet arrêt n'a jamais eu de valeur constitutionnelle. Enfin, cette Cour a complètement éliminé la possibilité d'un

bouclier fiscal allemand dans un arrêt de janvier 2006 : « Le droit à la propriété, garanti par l'article 14 de la Loi fondamentale, ne saurait justifier de limiter à 50% de manière "générale, obligatoire et absolue" l'imposition directe des revenus d'un contribuable. »

Retraite**Les Français toujours plus inquiets**

Avec la crise, les Français sont anxieux pour leur retraite. Dans une enquête menée par l'Observatoire français des



retraites, 67% d'entre eux se disent préoccupés par leur niveau de vie à la retraite et 75% se déclarent inquiets du montant de la pension qui leur sera versée. 58% se montrent également soucieux pour l'accès aux soins dans l'avenir. Un sentiment qu'ils expliquent par un manque de confiance à l'égard des entreprises. La majorité pense qu'elles ne favoriseront pas l'emploi des plus de 50 ans. Et face à la dégradation des conditions de retraite, ils estiment qu'une épargne retraite complémentaire est aujourd'hui indispensable.

Page réalisée par Fanny Costes



L'image de la semaine

Un 1^{er} mai dans la rue, aux côtés des Français

Plus d'un million de personnes étaient dans la rue, le 1^{er} mai. En 2008, elles étaient 200 000. Une mobilisation massive qui fait écho à l'ampleur de la crise et aux inquiétudes grandissantes de la population. Dans les 283 manifestations organisées un peu partout en France, les slogans portaient très souvent sur le chômage et demandaient au gouvernement d'agir vraiment. Le PS était en première ligne pour dénoncer l'inefficacité du système actuel et réclamer un vrai plan de relance. À Paris, Martine Aubry a indiqué que les socialistes étaient « aux côtés de ceux qui, comme nous, se battent pour augmenter le pouvoir d'achat et pour faire des investissements dans (...) des domaines qui créent des emplois ».

« Ce texte brade la spécificité



Après une première lecture à l'Assemblée nationale, le projet de loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » (HPST) est examiné au Sénat. Parce qu'il menace gravement notre système de santé fondé sur la solidarité, ce texte fait l'unanimité contre lui, tant parmi les professionnels du secteur que dans les rangs socialistes. Secrétaire nationale du PS à la santé et à la sécurité sociale, **Marisol Touraine** revient en détail sur les dangers de cette loi.

• Une dérive vers l'hôpital-entreprise

« Cette loi s'inscrit dans une logique de restriction budgétaire. Nicolas Sarkozy aime à répéter que l'hôpital public a bénéficié de 26 milliards d'euros en 10 ans, mais il omet de dire qu'à la même période, 30 milliards ont été alloués à la médecine de ville. L'essentiel des efforts a donc été assumé par l'hôpital public. Aussi, lui imposer aujourd'hui une cure d'aus-

térité budgétaire, c'est nier les efforts engagés. En outre, cela se traduira par 20 000 pertes d'emplois.

Tout aussi grave, le texte brade la spécificité du service public en confirmant la convergence tarifaire public/privé : la prise en charge d'un malade sera la même que ce soit à l'hôpital ou dans une clinique privée alors que l'hôpital assume des missions d'enseignement, prend en charge la pré-

carité et ne choisit ni ses patients ni ses pathologies. Enfin, en instituant un mode de gouvernance qui donne tous les pouvoirs aux directeurs, y compris en matière de projet médical, la loi HPST vient acter la dérive vers l'hôpital-entreprise. Les critères budgétaires passeront avant les critères sanitaires. Les conséquences peuvent être désastreuses. Un exemple : parce qu'une amputation rapporte plus qu'un traitement

« Une catastrophe »

Une dizaine de représentants des personnels hospitaliers étaient reçus le mardi 28 avril, par le groupe socialiste au Sénat. Tous ont exprimé leurs craintes. Parmi eux, Professeur Laurent Brochard, réanimateur médical, pneumologue, président du comité consultatif médical de l'Hôpital Henri Mondor de Créteil.



“ Depuis de nombreuses années, l'hôpital public subit des bouleversements considérables : la tarification à l'acte (T2A), la création des pôles, les agences régionales d'hospitalisation (ARH). Le projet HPST est en quelque sorte la réforme de trop. Cette loi est une illusion. La ministre pense qu'en transférant tout le pouvoir aux directeurs, elle va leur faciliter la tâche. Mais ce ne sera pas facile ; ce sera une catastrophe ! On leur demande d'atteindre l'équilibre budgétaire en vue de la convergence programmée du public et du privé. Cela signifie forcément des suppressions d'emplois. Nous avons le sentiment que l'hôpital public que l'on sert et que l'on aime servir est aujourd'hui menacé. Nous comprenons que la santé a un coût, nous sommes prêts à y participer, mais pas de cette manière. ”

Nous avons le sentiment que l'hôpital public que l'on sert et que l'on aime servir est aujourd'hui menacé. Nous comprenons que la santé a un coût, nous sommes prêts à y participer, mais pas de cette manière. ”

du service public »



Le service des urgences de l'Hôtel-Dieu, à Paris

ment long, en diabétologie par exemple, elle risque d'être privilégiée ! »

• Aucune réponse à la désertification médicale

« Pour nous, socialistes, la question essentielle est celle de l'égalité d'accès aux soins. Cela signifie l'accès de tous à des soins de qualité. Voilà pourquoi nous regrettions particulièrement le recul du gouvernement sur les dépassages d'honoraires. Mais c'est aussi une égalité géographique qu'il faut mettre en œuvre. Les zones rurales et les quartiers sensibles se meuvent en véritables déserts médicaux. Sur ce point, la loi est très décevante car elle ne garantit en rien une meilleure répartition des médecins sur le territoire. Certes, il

y a ce projet de bourse pour les étudiants en médecine en fonction de leur lieu d'installation. C'est bien, mais loin d'être suffisant. Il faut élaborer une politique d'ensemble, qui aille de la réforme des études médicales en imposant, par exemple, des stages sur le terrain, jusqu'à l'incitation et l'accompagnement de nouvelles pratiques, telles que les maisons de santé. Nous voudrions également plafonner les installations dans les zones surdenses, mais le gouvernement renvoie cette question aux calendes grecques. Les questions des territoires, de la médecine de ville et de l'hôpital sont profondément liées.

Les dysfonctionnements de la médecine ambulatoire de proximité (le manque de médecins, les gardes non

assurées...) se répercutent sur l'hôpital qui ne peut pas tout assumer. »

• La santé publique oubliée

« Ce texte ne dit pratiquement rien sur la santé publique si ce n'est l'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs. Le projet de loi est aussi d'une grande hypocrisie sur la question de la lutte contre l'obésité. Des amendements avaient été déposés pour encadrer la publicité pour les produits gras et sucrés à la télévision durant les programmes pour enfants. Il a été rejeté. La ministre a sans doute préféré faire plaisir aux lobbies de l'industrie agro-alimentaire. »

**Propos recueillis
par Elisabeth Philippe**

À Saint-Étienne, CHU en fin

Déjà handicapés par un financement trop chiche, les hôpitaux vont souffrir du nouveau tour de vis et de la gestion en direct par l'État que promet le projet de loi Bachelot. À Saint-Étienne (Loire), les élus et les syndicats s'organisent pour protéger leur CHU, garant du service public de soins, face aux appétits du privé.

CHU en danger. Mobilisées depuis des mois, les professions de santé ont contribué au succès des défilés du 1^{er} mai, notamment à Saint-Étienne. Le défilé y a réuni entre 6 000 et 11 000 manifestants : « Au moins autant de monde que le 19 mars », se réjouit Jean-Pierre Laroche, kinésithérapeute et responsable de la CGT qui a défilé derrière une bannière appelant à la défense du CHU menacé par le projet de loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires ». Après les franchises médicales instaurées en 2007, ce texte est une nouvelle étape dans le démantèlement du système de santé orchestré par Nicolas Sarkozy et mis en œuvre par sa ministre, Roselyne Bachelot. La disparition de l'hôpital serait un drame pour les 180 000 habitants de Saint-Étienne, après la fermeture des usines Giat Industrie,

Berthier... Le CHU stéphanois est le premier employeur de la ville avec ses 6 700 salariés et ses 2 000 lits. « S'il faut faire comme dans les universités pour faire reculer le gouvernement, on le fera ! », tonne Jean-Claude Bertrand, médecin-chef du service des urgences et adjoint au maire.

Dans le rouge

La future loi Bachelot prévoit en effet une réorganisation des CHU sur le modèle de l'entreprise. « Loin de répondre aux besoins de la population, cette logique financière nous poussera à sélectionner les malades qui coûtent le

Le député PS Régis Juanico et Maurice Vincent, maire de Saint-Étienne, avec le médecin chef des urgences.

moins cher, comme le fait le privé », analyse Paul Bouilhol, infirmier et cadre de FO. Ce chantage à l'équilibre budgétaire n'est qu'un outil pour reformater l'hôpital public. En effet, la future loi Bachelot continue de sous-estimer le financement de l'hôpital public. Avant la mise en place de la tarification à l'acte en 2004, le fonctionnement des CHU était assuré par un financement global.

Désormais, leur budget dépend principalement de l'activité de chacun. Seul problème, les tarifs en vigueur ne couvrent pas les coûts réels des interventions. Résultat, les CHU cumulent 800 millions d'euros de déficit, dont 32 millions pour le seul CHU de Saint-Étienne, ce qui en fait l'un des plus dans le rouge. « Le plan de relance socialiste



de vie ?



propose 1,4 milliard pour les hôpitaux, mais le gouvernement ne veut pas en entendre parler », rappelle Maurice Vincent, le maire PS de la ville et président du conseil d'administration du CHU. Comme tous les élus socialistes de Saint-Étienne, Régis Juanico, député de la Loire, estime qu'il faut relever les tarifs dont bénéficie l'hôpital public. « De même, la loi de financement de la Sécurité sociale devrait établir des critères favorisant la péréquation entre les établissements et les territoires », poursuit-il.

Deux vitesses

Du coup, pour combattre les déficits, le gouvernement diminue les capacités d'accueil en fermant des structures ou en supprimant des lits. Sauf que, « le regroupement de services sur le CHU a généré 280 millions d'euros de travaux et 7,3 millions de frais financiers annuels », souligne Michel Coynel, pre-

Ensemble à Creil contre le projet de loi

Les 12e Rencontres nationales des comités de défense des hôpitaux publics et des maternités de proximité se dérouleront à Creil (Oise) les 15, 16 et 17 mai 2009

En pleine lutte pour le retrait du projet Bachelot-Sarkozy, ces rencontres vont permettre d'accroître les convergences et les mobilisations en cours. Et surtout rappeler que les destructions liées aux choix politiques menés dans le domaine de la santé depuis de nombreuses années risquent de se multiplier.

Pour tout renseignement, contactez Paul Cesbron : cesbron@wanadoo.fr. Les fiches d'inscriptions sont disponibles sur le site <http://www.coordination-nationale.org>

mier adjoint au maire et ancien vice-président de la Caisse primaire d'assurance maladie de la ville. Ces fermetures accélèrent la mise en place d'un système de soins à deux vitesses. « Nous accueillons au CHU des patients de l'Ardèche et de Haute-Loire qui doivent faire deux heures de route, depuis la fermeture d'unités au Puy-en-Velay et à Roanne », s'alarme Daniel Costa, infirmier en psychiatrie et élu CGT.

Autre source d'économie, les suppressions de postes. « Je ne peux pas laisser dire que, globalement, dans le système de santé (...), on diminue les emplois. Bien au contraire, on en crée », s'est énervée la ministre de la Santé devant les députés, le 28 avril. Pourtant la Fédération Hospitalière de France évalue, très prudemment, à 20 000 le nombre de postes menacés si tous les CHU exécutent les plans d'économies qui leur sont imposés. Rien qu'à Saint-Étienne, les évaluations varient de 400,

selon les élus, à plus de 500, pour les syndicats. Pour piloter en direct la gestion des hôpitaux, le projet de loi Bachelot prévoit un accroissement du pouvoir des Agences Régionales de Santé, dont le responsable est nommé en Conseil des ministres, et la suppression de la représentation des élus et des syndicats au conseil d'administration des CHU. « Où est la démocratie ? », s'interroge Michel Vincent qui a voté contre le plan de rigueur imposé à son CHU. Ce démantèlement programmé de l'hôpital public prépare des lendemains qui chantent au secteur privé. À Saint-Étienne, l'Etat a autorisé en 2004 l'implantation du Centre Hospitalier Privé de la Loire qui n'est pas soumis aux mêmes obligations. « Avec le projet Bachelot, comment voulez-vous que l'hôpital public puisse rivaliser ? », dénonce Régis Juanico. Les ravages du libéralisme appliqués à la santé.

Olivier Vilain

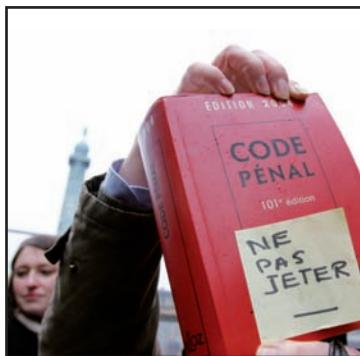
Ensemble, ça devient

Deux ans que Nicolas Sarkozy est au pouvoir. Deux ans que le président de la République s'attaque méthodiquement aux acquis sociaux et aux contre-pouvoirs, rompt chaque jour un peu plus le lien social. Pratiquement personne n'est épargné par cette politique injuste et destructrice. Résultat, la colère monte de toutes parts : étudiants, profs, chercheurs, professionnels de santé, magistrats, salariés, immigrés, internautes... Selon un récent sondage Ifop pour le *Journal du dimanche*, 59% des Français se déclarent mécontents de l'action de Nicolas Sarkozy. Sourd aux appels de la rue, aux manifestations qui rassemblent des millions de personnes, le chef de l'État poursuit son travail de sape, avec arrogance. Tour d'une France au bord de la crise de nerfs.

La justice méprisée

«Nicolas Sarkozy a affaibli l'institution judiciaire et l'a transformée en machine à punir, tacle Emmanuelle Perreux, présidente du syndicat de la magistrature (SM). Depuis deux ans, on va dans le sens d'une justice qui serait uniquement pénale. On assiste à un alignement progressif de la justice des mineurs sur celle des majeurs. C'est catastrophique. »

Autre attaque frontale de Sarkozy contre la justice : la réforme de la carte judiciaire. Une refonte territoriale uniquement comptable qui fait fi des missions primordiales de la justice en France. « Cette carte judiciaire a finalement supprimé ce qui fonctionnait le mieux. Les tribunaux d'instance notamment (179 sont supprimés) alors qu'il s'agit d'une justice de proximité, relativement rapide. Les répercussions seront inévitables, pas tant pour les magistrats que pour les justiciables. L'attente sera rallongée et les déplacements également, déplore encore la présidente du SM. Le recours au juge, pourtant, est aussi un moyen de faire reconnaître ses droits. Mais la droite se méfie de notre indépendance. Non que le fonctionnement de la justice française soit parfait. Mais son affaiblissement est un signe de l'affaiblissement de l'État de droit. »



Les étrangers criminalisés

Le gouvernement s'enorgueillit des chiffres de reconduites aux frontières. 25 000 environ chaque année. « Un acharnement comptable qui mène à des rafles, des contrôles au faciès, l'enfermement de familles entières dans les centres de rétention », condamne Violaine Carrere, chargée d'études au Gisti (Groupe d'information et de soutien aux immigrés). Une démarche que le Président saupoudre de discours sur l'intégration et la volonté de la France de favoriser l'immigration de travail, la fameuse « immigration choisie ». « Aujourd'hui, les immigrés présents légalement sur le territoire rencontrent d'importantes difficultés pour obtenir une carte "vie privée familiale", qui permet de travailler n'importe où en France et dans n'importe quel secteur. On leur dit de faire leur demande de carte "salarié", laquelle donne beaucoup moins de droits et n'autorise le travail que sur une région donnée. Ainsi, on gonfle le nombre de migrants du travail pour pouvoir afficher des chiffres "présentables" au mo-

vraiment plus possible

Les malades saignés financièrement

Le démantèlement du système de santé a débuté le 1^{er} janvier 2008 avec l'instauration de la franchise médicale dans la limite de 50 euros par an. Les personnes âgées et les



ment du bilan. À côté, la possibilité des mariages mixtes a considérablement été durcie depuis deux ans. Les contrôles sont fréquents. Les couples sont souvent soupçonnés de contracter un mariage de complaisance. On criminalise l'étranger », souligne Violaine Carrere. Et le volet intégration dans tout ça ? Des règles strictes sont fixées, mais les associations et organismes spécialisés continuent à voir baisser leurs subventions chaque année.

7,7 millions de personnes atteintes d'affection longue durée (ALD) souffrent déjà de la mesure. Bruno-Pascal Chevalier, malade du sida, travailleur social de 45 ans, a fait une grève de la faim pendant plus de trois mois en 2008. « Finalement, on oblige les gens à ne plus se soigner », dénonce-t-il à l'époque. Avec la mise en place des franchises, des déremboursements toujours plus nombreux, on retire sa substantifique moelle à la sécurité sociale : établir une solidarité entre le bien portant et le malade. Et malgré ces mesures successives, le trou de la sécu devrait atteindre un nouveau sommet en 2009. Qui paiera alors ? Les détenteurs de stock-options comme cer-

tains l'ont demandé ? Ce n'est pas la voie prise par Nicolas Sarkozy. Le nouveau projet de loi de réforme de l'hôpital ne dit rien d'une meilleure prise en charge des patients. « Bientôt, et ça se fait déjà dans des petits hôpitaux de province, on pourra dire au personnel : vous ne prenez pas ce patient qui va nous coûter trop cher, envoyez-le vers un autre hôpital, déplore Jean Jarric, praticien hospitalier au service anesthésie-réanimation du CHU de Nancy. Il faut dire aussi que les non-remplacements de postes ces dernières années et les suppressions à venir vont peser sur les malades. Déjà cet hiver, nous avons dû fermer des lits en réanimation par manque de personnel soignant. »



Les libertés sous étroite surveillance

Les gardes à vue ont augmenté de 54% depuis 2000. Récemment, journalistes ou bénévoles associatifs en ont fait les frais. Tout le monde est un coupable en puissance. Avec le projet de loi Hadopi sur la création et Internet, c'est au tour des internautes d'être visés. En deuxième lecture à l'Assemblée nationale, le texte prévoit sinon d'empêcher les téléchargements illégaux, de lancer une véritable chasse aux internautes. Après deux avertissements pour téléchargement illégal, la connexion Internet est coupée. Et aucun recours n'est possible. Pourtant, le titulaire d'un accès Internet n'est pas nécessairement à l'origine de tous les échanges effectués via sa connexion : s'il utilise un réseau Wifi, d'autres personnes ou ses propres enfants peuvent télécharger illégalement. Et ça, le projet de loi n'en tient pas compte. Il opère un flottage du Net incompatible avec les droits fondamentaux. « Le principe même de la riposte graduée est par essence contradictoire avec le droit européen sur la protection des données, déclarait Philippe Aigrain, co-fondateur de la Quadrature du Net, à *l'Hebdo*, début avril. Cela a d'ailleurs été souligné par la Commission européenne et par le contrôleur européen de la protection des données qui craint de voir se développer une surveillance systémique. »



Les jeunes laissés pour compte



AFP

En 2007, Nicolas Sarkozy promettait une université rénovée, plus riche, plus professionnaliste. Deux ans après, les mesures mises en œuvre par sa ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, n'ont fait que renforcer la défiance de la jeunesse envers le gouvernement. Car en révisant le système des bourses, en favorisant une augmentation des droits d'entrée à l'université, en négligeant les réels problèmes du chômage des jeunes, le chef de l'État et la droite ont fait preuve d'autisme. « On assiste depuis deux ans, à une politique dogmatique. Concernant l'université, l'État a démissionné, dénonce Jean-Baptiste Prévost, président de l'UNEF. Les moyens ont stagné. Et pendant ce temps, la paupérisation des étudiants est croissante, leur incertitude face à l'avenir, renforcée par la crise. À la rentrée dernière, 9 étudiants sur 10 ont vu leur situation se dégrader. Mais le plan contre le chômage des jeunes annoncé par Nicolas Sarkozy ne répond pas aux vrais problèmes. Il favorise les effets d'aubaine pour les entreprises, mais ne cherche pas à développer l'emploi. Pourtant, ce qui manque aujourd'hui en France, ce sont des offres d'emplois qualifiés. » Les jeunes rencontraient déjà des problèmes structurels, la droite les a renforcés.

L'enseignement et la recherche dévalorisés

Les enseignants et les chercheurs sont particulièrement remontés contre le Président. En déclarant en décembre 2007 à Latran que « dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur », Nicolas Sarkozy a, tout en attaquant le principe de laïcité, dévalorisé les enseignants. Il a ensuite annoncé des suppressions de postes en cascade. Et depuis 2007, il accumule les mesures visant la destruction des IUFM, organismes de formation des maîtres d'école. Il voudrait que tout étudiant cumule l'obtention d'un master 2 avec le passage du concours de professeur des écoles. Il veut donc prolonger le niveau d'études des enseignants du primaire. Une façon de nier

l'importance de l'apprentissage pratique de ce métier. À l'université, ce sont les enseignants-rechercheurs qui ont fait les frais du mépris présidentiel. Le dernier décret Pécrresse donne au président d'université le pouvoir d'organiser le temps de travail des enseignants.

En fonction de quels critères certains écopèrent de davantage d'heures d'enseignement et d'autres d'un temps de travail presque entièrement dévolu à la recherche ? Encore et toujours, le règne de l'arbitraire.



Les salariés abandonnés face à la crise



« **D**u mot d'ordre "La France au travail", on est passé à la réalité de la France au chômage ! Le gouvernement se repose sur les mauvaises prévisions des grandes organisations internationales, comme si ça lui permettait de ne rien faire », accuse Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT. Il y a deux ans, Nicolas Sarkozy martelait son « travailler plus pour gagner plus ». Et certains salariés l'ont cru. Chez Continental Clairoix, ils ont accepté de travailler plus chaque semaine pour maintenir leurs emplois. Pour quels résultats ? Le site ferme. Nicolas Sarkozy a déréglementé la durée du travail, repoussé l'âge de la

retraite à 70 ans et rendu possible le cumul emploi-retraite. « Toute sa politique va à contre-sens de la crise. Et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux entraînera la suppression de 30 000 emplois en 2009. 30 000 postes que les jeunes ne pourront pas prétendre occuper. Ce Président qui donne des leçons au monde entier sur la refonte du système capitaliste est incapable de modifier sa propre idéologie, souligne encore Maryse Dumas. Si Sarkozy a fait illusion au moment de son élection sur sa capacité à revaloriser le travail, aujourd'hui il ne dupe plus personne. Les salariés se sentent trahis. À Gandrange, le chef de l'État a promis des milliards et la sauvegarde des emplois. Il n'a rien fait. »

Pages réalisées par Fanny Costes

« Nicolas Sarkozy est arrivé à l'Élysée avec des idées reçues »

Depuis son arrivée à l'Élysée, il y a deux ans, Nicolas Sarkozy a pris l'habitude d'être fort avec le faible et faible avec le fort. Une politique injuste et inefficace détaillée par Eric Heyer, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'OFCE.



14

Voyez-vous une justification à ce que les prêts accordés aux banques dans l'urgence l'aient été sans contrepartie ?

Il est très étonnant que le renflouement des banques ait été effectué sans condition... si ce n'est le prix qu'elles devront acquitter au Trésor. Nous devons être très vigilants sur l'utilisation des fonds publics prêtés aux banques. Pour cela, l'État devrait être représenté aux conseils d'administration des établissements bancaires, mais aussi à la tête de la structure mise en place pour coordonner ces aides qui a été confiée à un banquier... Cette absence de contrôle se justifie d'autant moins que nous n'avons certainement pas

encore découvert l'ensemble des créances douteuses.

En matière d'accroissement des inégalités, le bouclier fiscal fait figure de pêché originel...

Nicolas Sarkozy est arrivé à l'Élysée avec l'idée reçue selon laquelle le contribuable français paierait trop d'impôt sur le revenu. Il faut savoir que c'est le plus progressif et le plus redistributif des impôts. Or, depuis 2002, ses recettes ont constamment été abaissées. Désormais, elles représentent à peine 7,7% du PIB, contre 10% en moyenne pour les pays de l'OCDE, y compris les États-Unis. Dans le même temps, les prélèvements obligatoires, plus injustes, ont augmenté légèrement. Le bouclier fiscal accentue encore cette tendance. En effet, les 460 millions d'euros que coûte la mesure profitent avant tout aux 14 000 ménages qui disposent des plus hauts revenus. Et encore, 800 foyers se partagent les deux tiers de l'enveloppe. Par contraste, songez que le plan de relance français prévoit une prime de 500 millions d'euros pour les huit millions

de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA). En mettant fin au bouclier fiscal on pourrait la doubler.

Le bouclier fiscal prive-t-il l'État de recettes nécessaires à la relance de l'économie ?

Nous traversons actuellement une période de récession d'une ampleur inégalée. Il faut actionner les deux leviers à notre disposition : les politiques monétaire et budgétaire. La baisse des taux de la Banque centrale européenne n'a pas réussi à relancer l'économie, si bien qu'il ne reste guère aujourd'hui que la relance budgétaire, c'est-à-dire les déficits publics. Lorsque nous serons sortis de la récession, nous devrons payer une facture qui s'annonce colossale. Dans ces conditions, nous sommes obligés de revenir à un bouclier fiscal à 60%, sinon ce seront les classes moyennes et populaires qui devront supporter l'intégralité de l'effort et pas les super-riches.

La défiscalisation des heures supplémentaires et la volonté d'imposer le travail



Symbol de la politique "bling-bling" de Nicolas Sarkozy : son séjour sur le yacht de Vincent Bolloré, au lendemain de son élection.

Ben Bony Cardona/AFP

dominical trouvent-elles plus de grâce à vos yeux ?

Les deux mesures procèdent de la même erreur. Le candidat Sarkozy croit que les Français travaillent moins que leurs concurrents. C'est faux ! L'OCDE montre que les Français, y compris ceux à temps partiel, consacrent chaque année plus de temps à travailler que les autres Européens. L'écart atteint 10% avec les Allemands et même 17% avec les Néerlandais. La question du temps de travail durant la vie active représente, en revanche, un réel enjeu, mais il est laissé de côté par le gouvernement. En effet, les Français ont une vie active courte, diminuant d'autant le financement du système de protection sociale. Il faudrait donc faire en sorte que les entreprises cessent de se

séparer de leurs seniors. Voilà pour le cadre général de la discussion, mais dans le contexte actuel de grave récession, la défiscalisation des heures supplémentaires a eu pour effet d'accentuer la destruction d'emplois. En 2008, les patrons ont ainsi préféré les utiliser et mettre fin à 100 000 contrats d'intérimaires et de CDD. Un mouvement d'une ampleur inédite.

Parallèlement, le gouvernement cherche à faire des économies dans la fonction publique. Est-ce justifié ?

Penser que l'on peut réduire les dépenses en ne remplaçant pas un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, c'est faire fausse route. La mesure représente 900 millions d'euros d'économie, ce n'est pas à la hauteur des enjeux. Il faut bien

dire aux Français que la protection sociale coûte cher. Si le gouvernement refuse d'augmenter les impôts pour la financer, il se condamne à effectuer des mesures d'économie sans fin qui nous rapprocherons du modèle de société des États-Unis où les services publics sont presque entièrement privatisés. Une protection sociale étendue coûte cher. Le gouvernement devra ouvrir le dossier de l'augmentation de ses ressources en posant aux Français une question simple : quelles recettes supplémentaires met-on en œuvre pour assurer le bon fonctionnement de notre système social ? C'est un choix de société.

Propos recueillis par Olivier Vilain

L'Île-de-France, avec pour cœur Paris, fait figure de pôle d'attraction. En détriquant son territoire, on remarque toutefois que c'est une région en proie aux mêmes difficultés que les autres régions françaises. Il lui faut réussir le pari d'aider ses entreprises automobiles à redresser la tête pendant la crise, défendre ses services publics et soutenir la recherche.

■ Investir dans la matière grise

« L'Île-de-France possède la plus forte concentration d'universités et de centres de recherche en Europe », avance Mehdi Ouraoui, colistier de Harlem Désir. On peut notamment citer le pôle scientifique et technologique de Saclay, qui, dans le projet du Grand Paris, a pour ambition de devenir un territoire parmi les plus innovants en Europe. Les compétences sont présentes, mais comme le montre la mobilisation des chercheurs, particulièrement forte en Île-de-France, les fonds manquent. L'Europe est une chance à ce niveau. Pour autant, elle donne parfois l'impression de se gâcher en sous-finançant la recherche. L'effort de recherche en Europe est trois fois inférieur au budget qu'y consacrent les États-Unis (1% du PIB contre 3% outre-Atlantique). « L'Europe doit investir davantage dans l'innovation, la

recherche et le développement pour relancer son économie et créer les emplois de demain », affirme Pervenche Berès, députée européenne, en deuxième position sur la liste Île-de-France. La priorité de l'Europe en direction de sa jeunesse est en effet de lui assurer une formation initiale de qualité et de rattraper les carences existantes. « La formation tout au long de la vie, avec une priorité à la formation de la «deuxième chance» doit être encore renforcée», explique Pervenche Berès. Ce soutien peut être apporté par des politiques européennes, nationales et régionales. « Nous proposons d'augmenter dans le budget européen les crédits destinés aux échanges notamment pour élargir cette mobilité aux apprentis et aux adultes», conclut la députée européenne. « Pour la nouvelle génération de citoyens européens, ajoute Mehdi Ouraoui, nous voulons obtenir une liberté de circulation effective

en Europe, pour que chaque élève puisse passer un trimestre durant sa scolarité dans un pays européen». Et de créer une nouvelle génération de Jean Monnet.

■ Relancer l'industrie automobile

Faurecia, premier sous-traitant de l'industrie automobile va supprimer 405 postes sur le site d'Étampes dans l'Essonne. L'entreprise a décidé de délocaliser en Pologne, Inde, au Brésil et en Allemagne. L'Île-de-France est cernée par l'industrie automobile, elle est donc touchée de plein fouet par la crise économique. « Il y a beaucoup d'entreprises en lutte à cause de plans sociaux non-justifiés», explique Mehdi Ouraoui. « Il n'y a pas de rentabilité économique dans le plan qui nous est proposé», reconnaît Jean-Marc Judic, délégué CFDT de Faurecia. Les propositions de la liste Île-de-France sur la question sociale collent



défis de l'avenir



au Manifesto rédigé par le PSE « Il faut lutter contre le dumping social et fiscal », reprend Mehdi Ouraoui, et l'élu de citer le cas des salariés de Continental qui ont pris le train de Compiègne pour partir à Hanovre manifester aux côtés de leurs collègues allemands. La fraternisation sur fond de plan social. « Nous devons établir une clause de sauvegarde sociale pour que l'Europe ne soit pas syno-

nyme d'une atteinte aux acquis sociaux des travailleurs et d'un nivelingement par le bas de ces acquis, insiste le colistier de Harlem Désir. De même, les salariés doivent être mieux représentés dans la gouvernance de l'entreprise. » Pour que les salariés n'apprennent plus par la presse les plans en préparation, qu'ils disposent de temps pour faire des contre-propositions et des expertises nécessaires avant le baisser de rideau fatal.

■ **Préserver les services publics**

Il n'y a pas que dans les campagnes que les services publics sont menacés. La grande région Île-de-France n'est effectivement pas à l'abri des coups de ciseaux de

la dérégulation. Dans le Val-de-Marne, l'hôpital Jean Rostand d'Ivry-sur-Seine doit fermer ce mois-ci. La maternité réalise près de 2 300 naissances par an. « C'est une véritable perte pour le service public de la santé mais surtout et avant tout, pour la population qui le fréquente », dénonce Jean-Yves Le Bouillonnec, député PS. L'hôpital, les bureaux de Poste locaux, l'annexe du commissariat, tous souffrent du désengagement de l'État. Au Parlement européen, les socialistes franciliens s'opposent à cette dérégulation et veulent faire du service public à la française un exemple.

« Notre objectif est de définir au niveau européen un cadre législatif, explique Pervenche Bérès, qui doit dépasser le strict cadre national et garantir les missions et le financement des services publics trop souvent mis à mal par une application farouche du droit de la concurrence et une conception du marché intérieur qui fait fi notamment de l'aménagement du territoire. » Les services publics sont un gage du bien être collectif, ils sont à manipuler avec précaution. « Il s'agit de garantir que les règles européennes en matière de concurrence et du droit des entreprises ne s'opposeront pas à l'accomplissement des missions de services publics et à leur financement. »

Stéphanie Platat



« Proposer une véritable alternative »

Tête de liste de l'euro-région Île-de-France, Harald Désir détaille les traits de sa campagne, enthousiaste et revendicatrice d'un nouveau modèle européen.

Comment avez-vous entamé cette campagne ?

Je mène une campagne tout terrain, à la rencontre des citoyens, des salariés dans les entreprises, comme Magneto ou Faurecia, confrontés à des plans sociaux. Avec mes colistiers, nous rencontrons les usagers des services publics, les jeunes dans les quartiers et les universités. Les militants sont à nos côtés pour assurer notre présence sur les marchés, à la sortie des RER et pour les réunions publiques que nous tenons dans tous les départements. Chacun doit se mobiliser pour convaincre ses amis, ses collègues, sa famille, d'aller voter car l'abstention et la dispersion sont de grands dangers pour la gauche. D'autant que la droite a manifestement décidé d'escamoter le débat démocratique. L'UMP méprise cette élection et méprise l'Europe : elle n'a ni listes, ni programme et a choisi des candidats dont l'Europe n'est manifestement ni la priorité, ni la passion. Les élections européennes pour la droite, ce sont les mines de sel pour les ministres en disgrâce.



Sur quels grands axes du Manifesto allez-vous vous appuyer ?

Le Manifesto est en lui-même un événement historique : les partis socialistes des 27 pays européens se sont unis autour d'un programme précis de réorientation des politiques économiques et sociales de l'Europe, avec 71 propositions concrètes pour offrir une véritable alternative aux politiques menées par les conservateurs et les libéraux depuis 5 ans. Et seule une Europe de gauche, majoritaire au Parlement, pourra faire naître une nouvelle société européenne. Avec un pacte de progrès social, l'obligation d'un salaire minimum dans chaque pays, une clause de sauvegarde sociale. Et avec une vraie relance coordonnée face à la crise, notamment grâce à un grand emprunt de 100 milliards pour financer des grands travaux européens, des investissements d'avenir dans les réseaux de transports, l'isola-

tion thermique des logements, les énergies renouvelables, soutenir la recherche et l'innovation. Il faut changer notre modèle de développement pour créer une nouvelle croissance verte, potentiellement riche de 10 millions d'emplois, et une économie de la connaissance fondée sur la formation du plus grand nombre.

Quelles vont être les prochaines étapes de votre présence sur le terrain ?

Dans cette bataille, chaque journée est une étape importante. Je vous donne deux rendez-vous. Le 13 mai, au Cirque d'Hiver, pour un grand meeting avec Martine Aubry, Bertrand Delanoë, Jean-Paul Huchon et Antonio Costa, le maire de Lisbonne. Il est important que nous y soyons nombreux. Et avant cela, le lancement d'un nouveau blog, en ligne depuis le 4 mai !

**Propos recueillis
par Ariane Vincent**

« Strasbourg, dont le cœur bat au rythme de l'Europe »

Après le succès du meeting de lancement de la campagne des socialistes européens à Toulouse, le rendez-vous de Strasbourg cinq jours plus tard, le 29 avril, se devait d'être réussi. Et ce fut le cas. Plus de 800 personnes étaient au rendez-vous pour encourager Catherine Trautmann et les représentants de la liste socialiste de l'euro-région Est. Dans l'après-

midi, la tête de liste et Martine Aubry, la Première secrétaire du PS au Parlement européen rencontraient le Président du gouvernement espagnol, José Luis Zapatero, au Parlement européen. Le soir, au Palais des congrès et de la musique, l'heure était à la mobilisation contre le bilan du trio « Sarkozy-Barroso-Berlusconi ». Retour en images sur cette soirée.



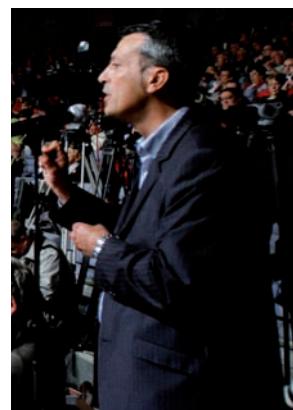
L'appel de Martine Aubry

« Monsieur le Président Sarkozy, je vous lance de Strasbourg un appel. Vous qui avez fait de vibrants discours sur les "patrons voyous" comme vous les appelez, faites voter des lois qui réduisent réellement l'écart des salaires, qui empêchent les stock-options et les parachutes dorés dans les grandes entreprises. (...)

« Certains nous reprochent de faire du vote du 7 juin, un vote sanction. Bien sûr que nous le voulons, même si nous ne nous arrêtons pas là. Mais la politique proposée par la droite en France et en Europe est la même que celle qui nous a menés dans le mur, il faut donc la dénoncer. La gauche doit obtenir la majorité au Parlement européen pour changer de politique et mettre fin à celle conduite par le trio Sarkozy-Barroso-Berlusconi. »

La parole aux citoyens

Martine Aubry et Catherine Trautmann ont rencontré les représentants syndicaux des entreprises en difficulté dans la région. Lors du meeting, la tête de liste a souhaité donner la parole à trois citoyens pour qu'ils évoquent leur attentes vis-à-vis de l'Union européenne. Trois citoyens, trois situations emblématiques : un salarié d'Arcelor-Mittal (photo), un agriculteur bio et un jeune utilisateur des sites de téléchargement sur Internet.



Le Capitole ne capitule pas

Touchée par la fermeture de Freescale et la crise du secteur automobile, l'agglomération toulousaine peut compter sur une activité aéronautique en plein essor. Dans ce contexte, les élus multiplient les initiatives pour favoriser la diversité du tissu économique et préparer au mieux l'après-crise.

Un couperet. L'annonce du groupe américain de semi-conducteurs, Freescale, de la fermeture, d'ici fin 2011, de son site de Toulouse a provoqué un véritable tollé dans la ville rose. Au point que le maire, Pierre Cohen, est monté au créneau pour réaffirmer son attachement à une entreprise qui emploie 1 700 salariés. Il a invité ses dirigeants à conserver l'unité de recherche menacée, en réorienten-



Assemblage des pièces de l'Airbus à Blagnac

tant son activité vers les nanotechnologies. « D'autant, précise-t-il, qu'elle est financée, en partie, par des fonds régionaux ». D'où sa volonté de rencontrer salariés et patronat « au plus haut niveau, en allant les voir aux Etats-Unis, s'il le faut ! »

Synergies

« 1 000 postes sont menacés de disparition, déplore Bernard Keller, maire de Blagnac, conseil-

ler général de Haute-Garonne et vice-président de la Communauté urbaine du Grand Toulouse. J'ai bon espoir que l'entreprise maintiendra 500 emplois dans le domaine de la recherche et développement et que des synergies s'opéreront avec le pôle de compétitivité « aéronautique, espace et systèmes embarqués », qui tire l'économie locale vers le haut. » Avec une moyenne de 8 000 emplois par an et une croissance démographique importante (+ 15 000 habitants par an), l'agglomération s'appuie, en partie, sur la richesse de l'industrie aéronautique et spatiale. « Jamais les dotations financières n'ont été aussi importantes, se félicite Bernard Keller. Ce secteur dépend, pour l'essentiel, de marchés publics et de programmes de développement élaborés sur le long terme. » Il peut également compter sur la présence d'Airbus et du constructeur d'avions régionaux ATR. « Le premier compte 600 appareils sur son carnet de commande, ce qui est exceptionnel, se félicite l'élu.

Andromède, fierté du Grand Sud

Un éco-quartier pour accompagner le lancement de l'A380. Depuis 2001, Andromède compte parmi les trois opérations du programme « Constellation », projet d'aménagement majeur du Grand Toulouse. Il compte parmi les trois ZAC situées au nord-ouest de la ville rose.

Basé sur Blagnac et Beauzelle, cet espace de 210 hectares, s'inscrit dans une démarche de qualité environnementale certifiée. Riche de 70 îlots accueillant près de 5 000 logements et 10 000 emplois, il est entièrement dédié au secteur tertiaire. Avec trois priorités à la clé : respect de la mixité sociale, diversité des formes et fonctions urbaines, mise en œuvre de principes ciblés en matière de développement durable (priorité aux modes de déplacement doux, préservation de la qualité naturelle du site, optimisation de la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie). À ce jour, Andromède est la plus grande opération d'aménagement urbain du Grand Sud.

B.T.

La preuve par l'exemple

Pour l'heure, aucune annulation n'est à déplorer, en dépit de quelques reports sans effet sur les livraisons. »

Diversification

Au-delà du cas particulier de l'aéronautique, c'est tout le tissu industriel qui peut s'appuyer sur l'aide des collectivités. « À Blagnac, nous avons libéré 380 hectares pour créer la zone Aéroconstellation entièrement dédiée à l'Airbus A380, confie Bernard Keller. Preuve que nous jouons un rôle d'aménageurs et de facilitateurs. » Une action qui encourage aussi la diversité, à l'heure où la dépendance au pôle de compétitivité ne cesse de s'affirmer. En témoigne l'action menée par Pierre Cohen et son équipe en direction du pôle Cancer-Bio-Santé et les efforts déployés par les élus envers les laboratoires régionaux Fabre et Sanofi.

« Nous nous efforçons également d'anticiper les effets de la crise, en multipliant les rencontres avec les dirigeants et leurs salariés, renchérit le vice-président de l'agglo. Enfin, nous encourageons les incitations à la création d'entreprises, par le biais de pépinières accolées à des secteurs d'activités spécialisés. » L'exemple vaut en particulier pour le secteur automobile et les sociétés de service qui subissent de plein fouet la baisse du carnet de commande.

Bruno Tranchant



Bernard Derosier,

Président du
Conseil général
du Nord

Des ruches contre le bourdon économique

L'affaire remonte à 1988. Le département du Nord décide alors de mettre au point les premières ruches d'entreprises pour relancer l'emploi sur un territoire sinistré. Vingt-et-un an après, les sites d'Armentières, Denain, Douai, Lille-Helemmes, Maubeuge, Roubaix, Saint-Pol-sur-Mer et Villeneuve d'Ascq sont parvenus à relever le défi. En l'espace de deux décennies, 930 entreprises ont ainsi vu le jour, occasionnant la création de 2 270 emplois. Au 31 décembre 2008, 144 PME occupaient les lieux, pour un total de 762 salariés. Preuve que la méthode a du bon. Et qu'il est désormais possible d'accueillir, au même endroit, des entreprises traditionnelles ou innovantes, quels que soient les secteurs d'activité. Dernière initiative en date : l'ouverture, à la mi-mars, de la ruche de Beauvois-en-Cambrésis, qui vient consolider le réseau du Nord, au profit des créateurs du cru. « Ce choix s'inscrit dans une démarche d'équité territoriale, résume Bernard Derosier, président du Conseil général du Nord. La ruche pourrait capter chaque année 7 à 8 projets et héberger ainsi, sur trois ans, entre 20 et 25 sociétés traditionnelles ou innovantes. »

Pour parvenir à ses fins, le département a investi 3,35 millions d'euros (hors foncier) pour un local occupant une surface de 1 750 m² et composé de 19 bureaux, 4 ateliers, 4 locaux technologiques, d'une salle de réunion, d'un espace de convivialité et d'un bureau informatique. « Notre action doit valoriser ceux qui par leurs initiatives concourent au dynamisme du territoire », confie Bernard Derosier. Avant d'évoquer la mise en place d'un Conseil de développement chargé de favoriser l'insertion de cet équipement dans son environnement politique et économique.



Ruche du Cambrésis (vue de face)

Bruno Tranchant

L'Aquitaine au cœur de l'innovation



Du chantier Éole au centre Aeropolis, en passant par les entreprises

GFI-Chronotique et Otech, l'Aquitaine se met en quatre pour soutenir l'innovation. Ainsi, le réseau d'acteurs de l'insertion et de la formation Éole est financé par le Conseil régional, à hauteur de 12 millions d'euros. Ce, afin de favoriser le regroupement de nombreuses PME sous-traitantes. « Le plus bel exemple de lutte contre les délocalisations », assure Alain Rousset. Le Centre de formation de l'industrie et Espace de conférences Aeropolis s'inscrit, pour sa part, dans le cadre du pôle de compétitivité Aerospace Valley. Financé par la Région, pour un montant de 6,5 millions d'euros, il vise à favoriser l'apprentissage industriel dans le domaine aéronau-

tique, du Bac Pro au titre d'ingénieur, afin de répondre aux besoins du secteur.

Auvergne : un pari sur la durée

Réunis en session extraordinaire, les élus de la Région Auvergne ont pris quatre décisions : l'injection de 14 millions d'euros dans l'économie auvergnate dès 2009, dans le cadre du dispositif de versement anticipé de la TVA 2008 ; le développement de l'outil de formation au service des demandeurs d'emploi et des salariés touchés par la crise ; une aide spéciale allouée aux PME en facilitant l'accès au crédit et la gestion de trésorerie ; le renforcement des volets recherche/développement/innovation, via un apport de 1,5 million d'euros. Ces dispositions sont des « mesures de sauvegarde immédiates, des mesures qui consolident notre économie » ou des initiatives

permettant « d'agir ensemble et dans la durée », résume le patron de l'exécutif, René Souchon.

Nantes mise sur ses atouts



À Nantes, acteurs publics, privés et associatifs ont décidé de se serrer les coudes pour renforcer la solidarité, la qualité de vie et l'attractivité du territoire. « Nous avons la chance de pouvoir compter sur une économie diversifiée et entreprenante avec un socle industriel important et un tissu de PME-PMI extrêmement diversifié, confie Jean-Marc Ayrault. Depuis dix ans, 60 000 emplois ont été créés dans l'agglomération et ils l'ont été pour une grande part dans les PME-PMI. »

Autre atout : une économie non délocalisable, soutenue par la présence du secteur mutualiste, des services à la personne et des équipements publics. « Nantes fait partie des quelques grandes villes dont la population continue d'augmenter, avec 2 000 nouveaux habitants chaque année, se félicite le maire. La dynamique est en marche et nous allons continuer de la soutenir. »

Reims emploie les grands moyens



Adeline Hazan, maire de Reims, et son équipe viennent d'injecter 81 millions d'euros dans le tissu économique. Ainsi, la participation de la ville au chantier du tramway, de la Maison de quartier, du groupe scolaire Jasmin et la construction du gymnase Clairmarais sont la preuve d'une politique volontariste et innovante. Avec, en prime, le lancement de grands projets préparant le positionnement de la ville centre au cœur d'une agglomération de premier plan à l'échelle européenne.

Bruno Tranchant

« L'immigration doit être une réussite pour tous »



En matière d'immigration, la droite fait régner l'arbitraire. Pour le PS, il est temps d'élaborer une politique sereine et harmonieuse, digne de la France et des personnes qu'elle accueille. Le point avec **Sandrine Mazetier, secrétaire nationale en charge de ces questions**

Que vous inspire la politique menée par le gouvernement en matière d'intégration et d'immigration ?

Pour ce qui concerne l'intégration, pas grand-chose, puisque les budgets 2009 sont soumis à une baisse de plus de 30 %. Côté immigration, je ne peux que déplorer l'absence d'efforts significatifs, au-delà d'une politique du chiffre dont le gouvernement s'est fait une spécialité. Rien n'est maîtrisé, tout est discrétionnaire et l'efficacité n'est pas au rendez-vous.

Et la décision d'Éric Besson, ministre de l'Immigration, de déconcentrer vers les préfectures le traitement des demandes de naturalisation ?

Alors qu'une récente étude de la sous-direction des naturalisations fait part de la très grande hétérogénéité des avis émis par les préfectures, le ministre décide de généraliser et de déconcentrer les demandes vers les préfectures. C'est le règne de l'arbitraire ! Cette décision aura pour principal effet de mettre les préfets sous tension. Elle signifie la fin de l'égalité de traitement, à l'heure

où les grandes démocraties ont fait le choix de la centralisation des demandes.

Les arrestations massives de sans-papiers à Calais ne sont-elles pas la preuve manifeste de l'incurie gouvernementale face à l'immigration clandestine ?

Lorsque Nicolas Sarkozy décide, en 2002, de procéder à la fermeture de Sangatte, il émet un signal fort au reste de la planète pour éviter toute intrusion dans ce hangar du bout du monde. Cinq ans plus tard, la Direction départementale de la police aux frontières (DCPAF) dénombre 17 377 interpellations d'étrangers en situation irrégulière pour le seul département du Pas-de-Calais.

Le problème s'est amplifié pour s'étendre à l'ensemble du littoral de la Manche et de la Mer du Nord. C'est bien la preuve que le gouvernement échoue sur toute la ligne et favorise les filières et les réseaux de trafiquants.

Existe-t-il une alternative crédible à la politique menée par l'actuelle majorité ?

Oui, à condition de définir des critères clairs en matière de régulari-



sation, d'attribution des titres de séjour et de naturalisation. Nous devons mettre fin, une bonne fois pour toutes, à la fabrique des sans-papiers et des personnes en situation irrégulière, au profit d'une circulation harmonieuse des individus. L'immigration doit être une réussite pour tous. Les territoires concernés par l'accueil et le séjour des étrangers doivent être étroitement associés à la décision. D'où la nécessité de mobiliser des moyens importants en matière de logement, de formation et d'éducation. Je suis convaincue qu'il est possible de construire une politique cohérente, sereine et harmonieuse, digne de la France et des personnes qu'elle accueille. ■

Il y a vingt ans, Tienanmen

Du 15 avril au 4 juin 1989, des manifestations enflamment la place Tienanmen. En l'espace de quelques jours, Pékin s'embrase. Les mouvements d'étudiants, d'intellectuels et d'ouvriers dénoncent la corruption qui sévit dans le pays et réclament des réformes politiques de fond. Vingt ans après, ces événements sont toujours un sujet tabou en Chine.

L'image restera à jamais gravée dans les mémoires. Celle d'un étudiant chinois usant de son corps pour faire barrage à un char. La scène se déroule à Pékin, le 5 juin 1989, à deux pas de la place Tienanmen, au sud de la Cité interdite. Au deuxième jour des violentes répressions d'un gouvernement aux abois qui a proclamé l'état de siège et fait intervenir l'armée, la veille. Depuis le 15 avril, la capitale de la République populaire de Chine est la scène d'affrontements quotidiens entre l'armée et les mouvements d'étudiants, d'intellectuels et d'ouvriers qui dénoncent la corruption et réclament des réformes d'urgence. Les premiers pointent, en particulier, l'insécurité qui règne dans les campus et le manque de débouchés dans les villes du littoral. Les enseignants réclament, pour leur part, un meilleur traitement, pendant que les intellectuels font circuler tracts et pétitions pour obtenir la libération des prisonniers politiques.

Grève de la faim

Ces revendications ont reçu un écho favorable auprès de proches de Deng Xiaoping, le Secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC). Nombreux sont ceux qui revendentiquent la liberté d'association et une réelle transparence en matière de revenus.

Le décès de l'ex-Secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, le 15 avril, admiré pour son courage et son sens des réformes, accélère le mouvement. Le lendemain, des manifestations spontanées s'organisent, place Tienanmen, pour obtenir la réhabilitation du défunt, limogé en 1987. Le 18, plusieurs milliers d'étudiants organisent un sit-in devant le Grand Palais du Peuple et tentent de pénétrer dans le Zhongnanhai, lieu de résidence du gouvernement. Dans la nuit du 21 avril, quelques heures seulement avant les funérailles de Hu Yaobang, 10 000 personnes s'installent place Tienanmen, en dépit de l'interdiction des autorités policières. Une délégation fait savoir qu'elle souhaite assister aux obsèques. Le 22, des étudiants demandent à voir Li Peng, principal opposant à Hu Yaobang, pendant que des manifestations dégénèrent en province. Le 26, l'agitation bat son plein. Les étudiants fondent leur propre association et choisissent des représentants. Le lendemain, ils sont 50 000 à défiler dans la rue. Le mouvement



gagne la province et les ouvriers se joignent aux cortèges, en fusigeant la corruption du régime et en protestant contre l'inflation, le chômage et le luxe dans lequel les cadres du PCC se sont installés. Le 12 mai, les étudiants entament une grève de la faim, place Tienanmen. Ils sont plus de 1 000, auxquels se rallient bientôt des délégations provinciales. À Pékin, des manifestations de soutien s'organisent, réunissant, à la mi-mai, plusieurs centaines de milliers de personnes.

Loi martiale

Répression ? Solution négociée ? Le pouvoir est partagé. Le 19 mai,

CHRONOLOGIE

- 15 avril : Mort de Hu Yaobang, ex-secrétaire général réformiste du PC chinois.
- 17 avril : 2 000 étudiants manifestent leur deuil place Tienanmen et demandent la démission du gouvernement.
- 19 avril : Attaque du siège du PC et résidence des dirigeants par 8 000 personnes. Interventions de la police.
- 21 avril : 200 000 manifestants sur la place Tienanmen.
- 27 avril : Entre 100 000 et 500 000 personnes manifestent dans Pékin contre l'éditorial du *Quotidien du peuple* de la veille, qui taxe le mouvement de « complot antiparti ».
- 13 mai : 2 000 étudiants entament une grève de la faim, place Tienanmen.
- 19 mai : Création d'une Union autonome des ouvriers de Pékin, qui se met aussitôt en grève.
- 20 mai : Loi martiale.
- 31 mai : Le gouvernement organise une contre-manifestation.
- 4 juin : L'armée tire à vue et fait 3 300 victimes.
- 6 juin : Combats dans Pékin. Barricades et violents affrontements à Shanghai : 50 morts.
- 8 juin : L'armée occupe Pékin. Émeute à Hongkong.
- 9 juin : Deng Xiaoping, annoncé mort par la télévision taïwanaise, réapparaît sur les écrans.
- 15 juin : Premières condamnations à mort (1 500 arrestations environ).
- 20 juin : Premières exécutions officielles.

25

Étudiants rassemblés sur la place Tienanmen, au cinquième jour de la grève, 17 mai 1989



Hernandez Andy/SIPA

le réformiste Zhao Ziyang rend visite aux étudiants, prononce un discours qui se veut consensuel. Une annonce officielle est prévue le soir même pour trouver une solution pacifique. Mais mis en minorité par les partisans d'une ligne dure, conduite par Li Peng, Zhao Ziyang doit plier. Le porte-parole du gouvernement décrète la loi martiale. Les soldats de la 38^e armée prennent position autour de la capitale, pendant que les étudiants dressent des barrages. Le 20 mai, ils reculent devant les contestataires pacifistes. S'ensuivent des heurts violents qui conduisent les militaires à écraser des manifestants restés sous leurs tentes.

Du 3 au 9 juin, une purge sévère est organisée à Pékin et dans tout le pays. Les sources occidentales et la Croix-Rouge chinoise déplorent 2 600 à 3 000 morts. Zhao Ziyang perd son siège et reste en résidence surveillée jusqu'à sa mort. Il est remplacé par Deng Xiaoping. Des campagnes d'opinion suivent, tandis que les médias, pourtant favorables aux étudiants, sont mis au pas. L'idée de réforme sera renvoyée aux calendes grecques. Vingt ans après, les événements de 1989 sont toujours un sujet tabou en Chine.

Bruno Tranchant

EXPO



Lille complètement à l'Est

A près avoir été capitale européenne de la culture en 2004, la ville de Lille accueille un nouveau festival : « Lille3000 ». Sa première édition, « Bombayeurs de Lille », il y a déjà deux ans,

avait connu un franc succès. La seconde « Europe XXL » durera jusqu'au 12 juillet prochain. Autour du thème de l'Europe de l'Est, la ville et le comité d'organisation de Lille 2004 proposent près de 500 événements et une cinquantaine d'expositions plu-

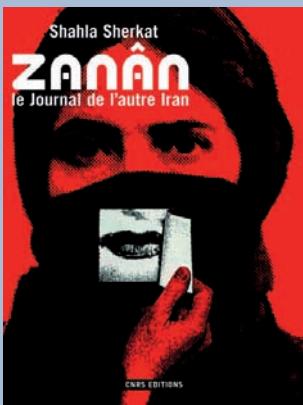
ridisciplinaires. Entre musique, cinéma, théâtre, danse, expositions et rencontres, dans une ambiance créatrice et citoyenne, la ville et ses nombreux visiteurs réfléchissent et dialoguent sur l'Europe, son histoire, son avenir, ses valeurs et ses frontières.

J.P.

Pour découvrir le programme lillois de cet événement, un calendrier est disponible sur le site : www.lille3000.com

26

LIVRES



Sous le voile

Zanân ou « femme » en persan, retrace la vie du mensuel féministe éponyme publié en Iran de 1991 à 2008. L'album de ce journal, qui entremêle extraits d'articles, entretiens, illustrations et couvertures de quelques-uns de

ses 153 numéros, rend hommage à la belle entreprise politique et journalistique qu'a menée ce magazine avant d'être suspendu et accusé de "compromettre la santé mentale de ses lectrices" par le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad. Porte-parole des revendications féministes, Zanân n'a eu de cesse de remettre en question un système patriarcal discriminant et liberticide. Ce mensuel, parfois badin mais toujours en lutte, est un aperçu de l'histoire discontinue et contrastée des droits des femmes en Iran.

J.P.

Shahla Sherkat, *Zanân, le journal de l'autre Iran*, CNRS éditions, 187 pages, 35 euros.

Gaïa en danger : un sursaut est-il possible ?

Dans ces deux livres complémentaires, le souci de clarté a été poussé par les auteurs jusqu'à indiquer, en une formule sur la couverture, l'essentiel de leur propos : la philosophe des sciences, Isabelle Stengers, nous exhorte à « résister à la barbarie qui vient », tandis que Bertrand Méheust veut nous montrer « comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde ».

Selon Méheust, la croissance et le mode de vie qu'elle rend possible dans les sociétés occidentalisées ne sont ni soutenables à

long terme ni généralisables à l'humanité entière. Or ce mode de vie est séduisant : voyager, varier notre nourriture, avoir de l'espace pour vivre, nous chauffer, consommer... Il n'est pas illégitime d'y être attaché ni de souhaiter que chacun accède à ces agréments.

De là naissent bien des dangers. Isabelle Stengers montre que les possibilités de Gaïa ne sont pas illimitées et que nos mauvaises manières ont déjà des effets désastreux avec des implications moralement dangereuses : « S'il y a eu barbarie à La Nouvelle-Orléans, c'est bien dans la réponse qui a été donnée à Katrina : les pauvres abandonnés, alors que les riches se mettaient à l'abri. » La destruction ou l'accaparement des ressources qui sont le bien commun des hommes s'accélère, et nous ne voulons même pas le voir. Méheust souligne que la généralisation de certains bienfaits du monde moderne à toute l'humanité met en danger la vie même de l'humanité.

Alors que Stengers rappelle ces constats auxquels nul ne peut échapper, Méheust montre leur interdépendance et pronostique que nous serons bientôt obligés de changer toutes nos pratiques.

J.G.

Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes*, Les empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 210 pages, 13 euros ; Bertrand Méheust, *La Politique de l'oxymore*, même collection, dirigée par Philippe Pignarre, 168 pages, 12 euros



Une jeunesse humiliée

Jacqueline Costa-Lascoux vient de publier *L'humiliation, les jeunes dans la crise politique*. Dans cet essai incisif, qui veut « inciter chacun à la responsabilité », la directrice de recherche au CNRS, estime que « nous payons l'irresponsabilité des années 1990, qui ont été celles du libéralisme triomphant et de la critique du "modèle républicain" au profit de la segmentation de la société ». Elle dresse un tableau très noir de la manière dont le pouvoir économique et politique a traité la jeunesse de notre pays. « Dans nos économies, écrit-elle, le pouvoir tend vers le harcèlement

et l'assujettissement, trouvant sa raison d'être dans sa perpétuation et sa jouissance. Le but est de mettre l'autre dans une condition d'infériorité et de dépendance », et cinglante, elle conclut : « L'humiliation n'est pas une conséquence, elle devient une fin en soi. » Appelant à la remise en cause des hiérarchies imposées, à l'innovation dans les méthodes éducatives et les relations de travail et à la réforme des institutions et des entreprises, elle offre des pistes intéressantes pour que les jeunes soient enfin réintégrés dans la vie politique de notre pays.

C.S.

Jacqueline Costa-Lascoux, *L'humiliation, les jeunes dans la crise politique*, Les éditions de l'Atelier, 2009, 230 p., 18 euros

Jacqueline Costa-Lascoux

l'humiliation
Les jeunes
dans la **crise politique**





Europhile et fier de l'être

Frédéric Engelmann a du mal à lâcher son téléphone portable. Dans quelques jours, les membres de la section du SPD (le parti social-démocrate allemand) de Berlin-Mitte (Berlin centre) débarquent dans le XII^e arrondissement de Paris. Rien ne doit être laissé au hasard. Ce jumelage, c'est une de ses initiatives. « L'objectif est d'échanger, d'apprendre à se connaître, de pouvoir dialoguer tant sur les questions de politique européenne que sur les problématiques locales ». Frédéric l'avoue, il

mène « deux vies à la fois ». Le jour, il développe, suit et gère des systèmes pour une entreprise d'informatique financière. L'ingénieur reconnaît que son DEA d'astrophysique ne lui a pas permis de trouver un emploi et que son job n'est pas sa passion première. Alors, dès qu'il en sort, c'est le militant qui prend le relais. Militant PS, militant PSE et militant SPD.

Un père allemand, une mère française, tous deux profs. Ils se rencontrent à Paris, en 1968, alors qu'ils poursuivent leurs études. Frédéric commente avec amusement la réaction de son père devant les barricades : « Il trouvait ça bizarre. » Le couple s'installe à Berlin, avant d'être muté à l'École européenne du Luxembourg. Le « déclic européen » pour le jeune Frédéric.

A quelques semaines d'une échéance électorale qu'il juge « primordiale », celui qui s'avoue volon-



“ Tant qu'il n'y a pas d'espace d'expression européen, on ne peut pas créer un système démocratique et politique achevé ”

tiers fédéraliste est en permanence sur le pont. S'il insiste sur le volet social du Manifesto, le programme commun à tous les socialistes européens, avec notamment la directive sur les services publics,

son cheval de bataille est tout aussi intéressant, mais bien moins évident. Pour Frédéric Engelmann, l'Europe souffre d'un déficit d'espace public évident. « Quand on sait qu'il est impossible de créer une association à l'échelle européenne, et que les médias européens, hormis le « Café Babel » que

j'apprécie beaucoup, sont quasi-inexistants, comment peut-on espérer que le volet démocratique de notre Union voie le jour, explique-t-il. Tant qu'il n'y a pas d'espace d'expression européen, on ne peut pas créer un système démocratique et politique achevé. Comme la démocratie est un outil nécessaire pour une société vivante, l'espace public est l'instrument pour faire avancer les questions politiques. »

Alors le jeune homme crée ses réseaux, notamment sur Internet, où il anime le site de sa section, mais aussi www.27roses.eu, un blog dense, créé avec ses camarades « activistes » du PSE. Son téléphone sonne à nouveau. C'est justement l'un d'entre eux. Les affaires reprennent. Une chose est sûre, le rythme restera soutenu jusqu'au 7 juin prochain.

Ariane Vincent